

Les élections européennes rappellent des constantes

L'Union pour l'Outremer confirme que le rassemblement est la première force politique

Les élections européennes à La Réunion ont abouti à une abstention record. Avec la brillante réélection de Younous Omarjee, le retour du PS à son niveau habituel malgré le renfort du PLR, l'effondrement des écologistes et la montée du Front national sont les principaux enseignements d'un scrutin où comme aux régionales, La Réunion est une circonscription unique.

Deux mois après les municipales, les élections européennes ont donné lieu à des résultats assez différents. Cela tient sans doute à la nature du scrutin. En effet, il est bien plus difficile d'utiliser le levier de la corruption. Les candidats ne promettent pas d'emploi ou d'amélioration à court terme des situations personnelles. La confrontation se fait donc sur le programme et le vote repose donc avant tout sur la conviction. La pression n'est pas mise sur les électeurs pour aller voter en masse pour soutenir le candidat du maire ou ce dernier. Cela explique pourquoi le mécontentement contre la politique mise en place peut s'exprimer plus facilement, soit par l'abstention, ou soit par un vote d'adhésion à un projet alternatif.

Le mode d'élection ne favorise pas non plus les combinaisons électorales étonnantes à première vue à La Réunion. Un seul tour, et une représentation à la proportionnelle. Si cela avait été la règle aux régionales de 2010, c'est l'Alliance qui dirigerait encore la Région. La proportionnelle à un tour empêche en effet tout arrangement de l'entre deux tours. Tout doit être clair dès le premier tour, et les coalitions ont donc lieu en toute transparence. Avant que l'électeur n'ait eu à glisser son bulletin dans l'urne, il sait exactement pour qui il vote.

Ses facteurs expliquent pourquoi les élections européennes ont toujours vu le rassemblement soutenu par le PCR réaliser au-dessus de 20% à La Réunion, ce qui a toujours permis d'avoir une représentation au Parlement européen. Autrement dit, malgré un taux d'abstention traditionnellement élevé, les



C'est une liste de rassemblement conduite par Younous Omarjee qui est arrivée en tête, devant des candidatures de parti.

élections européennes permettent de donner une vision malgré tout assez intéressante du rapport de force politique à La Réunion.

Le PS retrouve son score habituel

En effet, lors du scrutin du 25 mai, le PS a retrouvé son influence traditionnelle à La Réunion, pas plus de 15%. Cela ramène ce parti à son score des régionales. L'effet de la vague rose en France est définitivement retombé. L'UMP arrive également au poids traditionnel de ce qu'était le RPR, entre 20 et 25%. Un électeur sur quatre s'est retrouvé dans le rassemblement porté par l'Union pour les Outremer conduit par Younous Omarjee. Sa liste est arrivée en tête à La Réunion et dans la section océan Indien de la circonscription outremer. Ce résultat est dans la continuité des précédents de l'Alliance des Outre-mer en 2004 et 2009.

PLR et LPA en échec

Le vote a montré aussi un effritement notable des positions de deux partis sous les feux des projecteurs médiatiques: PLR et LPA. Le soutien du premier au PS ne l'a pas aidé à dépasser son poids traditionnel de 15%. Quant à LPA, sa coalition avec UDI n'a pas atteint 10%. Pour ces partis, c'était le premier test sur une élection où La Réunion est une circonscription unique, comme aux régionales. Manifestement, ce test n'est pas concluant. Par rapport au scrutin de 2009, les éco-

logistes subissent un important recul, de 13 à 8%. Le changement notable est la montée du Front national. C'est un avertissement à prendre en considération pour tous les partis qui exercent ou aspirent aux responsabilités. Sans alternative au cadre actuel, les conditions seront réunies pour que ce vote soit amplifié.

Ces élections européennes viennent conclure un cycle. Il clôture celui de l'illusion entretenue par l'élection des sept députés. Tous avaient appelés à voter pour François Hollande, tous avaient argué de leur appartenance au courant majoritaire en France, mais la situation

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Younous retrouvera ses collègues à Bruxelles

Younous vire en tête avec 23,29% des suffrages exprimés à La Réunion et s'offre la victoire dans le bassin Océan Indien qui intègre Mayotte. Maurice Ponga retrouve son siège au nom du Pacifique et Louis-Joseph Manscour est élu pour la zone Atlantique. Ainsi, on retrouve dans le trio de tête les mêmes dominantes politiques qui ont représenté la circonscription Outre-Mer en 2009: UMP, PS, Union pour les Outremer (en remplacement de l'Alliance).

A La Réunion, Younous Omarjee devance Philippe Leconstant, le candidat du PS vaincu. Pourtant, ce dernier avait bénéficié des apports non négligeables de Saint-Denis, Saint-Benoît et Saint-Joseph, des grosses pointures. Le dirigeant du PS avait également reçu le renfort du PLR et du PRG. En faisant ses meilleurs scores à Saint-Benoît et Saint-Joseph, il souligne dans la foulée le faible résultat obtenu à Saint-Denis qui a laissé échapper la première place au profit du Dionysien Younous Omarjee. Dans la capitale, Younous réalise 22,19% des suffrages pour 21,70% à Philippe Leconstant.



Parlementaire sortant, Younous Omarjee réalise de bons scores au Port (49,25%), La Possession (33,91), Saint-André (26,44), des bases populaires communistes. La palme reviendra à Sainte-Suzanne où il totalise 67,77%. Au-delà, les communes de Petite Ile (35,83), Entre-Deux (30,68) et Tampon (26,23) lui assurent des résultats supérieurs à sa moyenne. Cette ouverture qui lui assure une meilleure représentation sur toute l'île, et non pas sur quelques fiefs seulement. Les observateurs ont noté sa présence assidue au Parlement européen et son travail acharné, ils l'ont encouragé à continuer.

Auréolé de cette victoire, il retrouvera ses collègues après 2 ans et demi de mandat. Ce scrutin aura permis à la population de mieux connaître son Député.

J.B.

Coup de tonnerre pour toute la filière canne à La Réunion

Le sucre de betterave aussi compétitif que le sucre de canne du Brésil

C'est du concurrent historique, le planteur de betteraves, que pourrait bien venir le coup fatal à la filière canne quand les quotas seront abolis. En effet, selon «Ouest France», les producteurs de sucre de betterave sont quasiment au même niveau de productivité que les sucriers du Brésil, et ils misent sur l'exportation pour garantir leurs revenus.

Dans la dernière semaine de la campagne des élections européennes, un sursaut a été observé au sujet de la défense de la filière canne. La délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale a en effet déposé un rapport proposant des mesures pour faire face à la fin des quotas décidée par l'Union européenne et votée par la France. La ministre des Outre-mer a dit que le gouvernement allait demander à l'Europe d'exclure le sucre roux produit notamment à La Réunion des négociations commerciales entre l'Union européenne et le reste du monde. Pendant ce temps, à 10000 kilomè-

tres de La Réunion, les producteurs de sucre de betterave ne demandent pas à ce que leur production ne soit pas soumise à la concurrence mondiale. Ils espèrent au contraire profiter de la situation en misant sur la productivité. C'est donc un discours tout sauf alarmiste qui est la norme à Saint-Louis Sucre, un important acteur européen du marché du sucre. Pour cela, ils demandent aux planteurs de betterave de récolter davantage pour alimenter les sucriers. De plus, ils anticipent le développement d'un nouveau produit, le sirop de maïs.

Saint-Louis est optimiste. A en croire «Ouest-France», «le sucre de betterave a quasiment rattrapé son retard de productivité sur le sucre de canne brésilien». Les planteurs de betteraves pensent exporter 30% du sucre produit vers le Moyen-Orient, la Chine et l'Inde. Les planteurs réunionnais sont prévenus, la concurrence ne vient pas seulement du Brésil, les concurrents historiques sont prêts à en découdre. Comment alors empêcher que le sucre de betterave ne puisse déferler à La Réunion?

M.M.

Dans Ouest-France

«Saint-Louis Sucre recherche plus de betteraves»

Le numéro un européen du sucre se prépare à la fin du quota de production. Mardi, à Caen, son patron, Carsten Stahn, a incité les betteraviers de l'usine de Cagny (Calvados) à augmenter les volumes.

La fin du quota en 2017

Les producteurs de sucre, des betteraviers comme Saint-Louis Sucre, respectent actuellement un quota de production de sucre fixé par Bruxelles. Leurs producteurs de betterave bénéficient, eux, d'un prix minimum garanti. Les industriels européens sont également limités sur les marchés à l'exportation. Mais à partir du 30 septembre 2017, le marché du sucre européen se libéralise avec la disparition du quota, la fin du prix minimum et la fin des restrictions à l'exportation.

Les usines devront produire plus

«On se battait pour la crème sur le gâteau, il faudra se battre pour le gâteau», a déclaré Francis Barba, le directeur commercial de Saint-

Louis Sucre. La concurrence viendra des sucriers eux-mêmes. Leurs usines cherchent à augmenter les cadences: 120 jours de production contre 110 aujourd'hui. Saint-Louis Sucre veut plus de betteraves. À Cagny (Calvados), dans l'une de ses quatre sucreries françaises, la production (sur 120 jours) devra passer de 1 à 1,2 million de tonnes de betteraves. Soit 3 000 hectares de plus.

De nouveaux contrats avec les betteraviers

Selon Thierry Desesquelles, directeur betteravier de Saint-Louis Sucre, il ne faut pas s'attendre à de grands bouleversements pour les betteraviers: «Avec un cours du sucre à 440-450 €/la tonne, on restera sur des prix connus pour la betterave.»

Mais à partir de 2017, industriels et planteurs devront établir de nouvelles relations contractuelles. Quelle référence? Le prix de vente moyen des sucres, mais sans prix minimum. Le droit à produire individuel sera basé sur une référence historique du betteravier. Il est question d'une prime de fidélité. Les contrats de Saint-Louis Sucre seront rédigés fin 2015.

La concurrence de l'isoglucose

L'isoglucose a pris 42% de part de marché aux États-Unis. Ce sirop de maïs y est utilisé dans les pâtisseries, les boissons rafraîchissantes et énergisantes. Mais le sucre a une meilleure image. Deux importants industriels des boissons ont déjà dit qu'ils renonçaient à l'isoglucose. Mais Saint-Louis Sucre ne s'interdit pas d'en produire: «Des projets sont prêts au cas où le marché absorberait 5 à 6 millions de tonnes.»

Plus de sucre consommé

Des études montrent que le marché mondial du sucre passerait de 160 millions à 269 millions de tonnes en 2030. Saint-Louis Sucre vise de nouveaux marchés à l'exportation d'autant que le sucre de betterave a quasiment rattrapé son retard de productivité sur le sucre de canne brésilien. Pour Carsten Stahn, président du directoire, «l'exportation pourrait représenter jusqu'à 30 % de notre chiffre d'affaires. On pense à des marchés comme Israël, l'Arabie Saoudite, la Chine, l'Inde...».

Célébration du 27 Mai

La Journée de la Résistance : une occasion de mieux connaître une page de notre Histoire

En application de la loi du 19 juillet 2013, la journée du 27 mai devient, pour la première fois dans la République française cette année, la Journée de la Résistance. Le choix du 27 mai n'est pas dû au hasard. Cette date marque en effet l'anniversaire de la création à Paris, le 27 mai 1943, du Conseil National de la Résistance (CNR), dont le premier président a été le préfet Jean Moulin. Le rôle du CNR fut de fédérer les diverses organisations de résistance créées en France au cours de la Seconde Guerre mondiale (1939 - 1945).

À cette occasion, la question que chacun d'entre nous est fondé à se poser est la suivante : y a-t-il eu à la même époque des actes de résistance à La Réunion ? Avant d'y répondre, il me paraît nécessaire de rappeler un certain nombre de faits.

La Réunion isolée du reste du monde

Après la défaite de la France en juin 1940, suivie en juillet de la même année de la prise du pouvoir par le Maréchal Pétain, dont le gouvernement s'installe à Vichy (dans le centre du pays), les Français se divisent en deux camps. D'un côté, les pétainistes, qui approuvent la décision du Maréchal de collaborer avec l'Allemagne nazie. De l'autre, les gaullistes et autres résistants anti-nazis, qui estiment que «la France a perdu une bataille mais pas la guerre». En conséquence, avec à leur tête le général Charles de Gaulle au côté des alliés, ils entendent poursuivre le combat jusqu'à la victoire.

À La Réunion, au lendemain de la défaite de juin 1940, le gouverneur Pierre Aubert choisit — comme son homologue de Madagascar — de rester fidèle au Maréchal Pétain. Le peuple réunionnais va vivre alors une des périodes les plus sombres de son Histoire.

Pendant 29 mois (juillet 1940 - 28 novembre 1942), notre pays est totalement coupé du reste du monde, en raison du blocus de nos côtes par les Britanniques. Le dénuement ne tarde pas à s'installer dans la plupart des foyers. Pour survivre, la population — surtout celle des villes — ne peut compter que sur le manioc et le sucre.

Cette malnutrition, à laquelle s'ajoutent le paludisme, les parasitoses ainsi que l'extrême faiblesse de la densité médicale et l'insalubrité des logements, provoque un bond effrayant du taux de mortalité infantile. Celui-ci passe à 388 décès d'enfants sur mille au quatrième trimestre 1941, contre moins de 10 pour mille aujourd'hui.

La répression du gouverneur

À ces privations matérielles, s'ajoute la violation des droits élémentaires de la totalité des travailleurs des services publics. Les fonctionnaires sont priés «de se soumettre ou de se démettre».

En application de la loi du 17 juillet 1940, relative à l'épuration de l'administration, 33 Réunionnais sont brutalement privés de leur emploi. Le 21 septembre 1941, le gouverneur indique à son ministre de tutelle «qu'une surveillance attentive est exercée sur les zéloteurs de la politique du Front Populaire».

En outre, diverses lois permettent au

chef de la colonie «de faire arrêter toutes les personnes jugées dangereuses pour la sécurité publique» ou ayant tenu des propos «contraires à l'esprit nouveau réclamé par le Maréchal pour le succès de la Révolution Nationale»...!

Pierre Aubert n'hésite pas à éliminer de son entourage immédiat tous ceux qui, comme son bras droit le secrétaire général du gouvernement, Antoine Angelini, ne lui paraissent pas assez coopératifs. En vue de rendre plus efficace son appareil répressif, le gouverneur met en place à Saint-Denis, le 19 août 1941, une «Cour criminelle spéciale», chargée de juger les personnes poursuivies pour des délits économiques ou des délits d'opinion. Deux mois plus tard, il rassure le gouvernement de Vichy en lui annonçant ce qui suit : «j'ai renouvelé au chef de service judiciaire les directives (visant) à rendre effective la collaboration de la Cour d'appel et celle des tribunaux à l'œuvre gouvernementale»...! Les tribunaux, pour leur part, peuvent compter sur le concours d'un réseau de délateurs, chargés d'espionner les sympathisants gaullistes.

La libération de La Réunion grâce aux travailleurs du Port

Il me faut ajouter que l'arrestation au cours du premier semestre 1942 de personnalités réunionnaises, telles Mickaël de Villèle et le prince Vinh-San, ainsi que le débarquement «ennemi» à Diego-Suarez créent à La Réunion un climat de psychose à la limite du supportable. Ce climat s'alourdit davantage, lorsqu'en mai 1942 apparaissent sur les murs de clôture de Saint-Denis des affiches géantes invitant la population au «silence».

Aussi est-ce avec un immense soulagement que les Dionysiens accueillent au Barachois les Forces Françaises Libres (FFL) arrivées à bord du contre-torpilleur le "Léopard", à l'aube du 28 novembre 1942. Ils ont la conviction que la libération de toute l'île n'est plus qu'une question d'heure.

Cette libération, tant attendue, devient effective le 30 novembre grâce avant tout à la mobilisation des travailleurs du Port en réponse à l'appel de Léon de Lépervanche.

L'heure des récompenses

La remise de médailles pour actes de résistance de juin 1940 à novembre 1942 réserve des surprises que j'ai déjà signalées dans un livre paru en décembre 1993. Surprises sur lesquelles je crois utile de revenir.

"La croix de la Libération", la décoration la plus prestigieuse après la Légion d'honneur, a été attribuée à titre pos-

thume à Raymond Decugis. Cinq autres Réunionnais ont été décorés de la "médaille de la Résistance".

Dans ce palmarès de médaillés, ne figurent pas le nom de Léon de Lépervanche ainsi que les noms des deux jeunes qui sont morts à quelques pas des plages de Saint-Gilles, fin mars 1942, alors qu'ils accompagnaient l'agent de renseignements anglais Jones Simpson, venu à La Réunion pour repérer un lieu propice à un débarquement.

Il est bon de rappeler très brièvement qui est Raymond Decugis, promu Compagnon de la Libération dès le 25 décembre 1942. Cet ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, originaire du département du Var, est arrivé à La Réunion le 16 novembre 1940. Le poste de directeur du CPR (Chemin de fer et Port de La Réunion) ainsi que la direction des Ponts et Chaussées lui sont alors confiés par Pierre Aubert, au moment même où ce dernier entreprend «d'épurer» l'administration de la colonie. Aux quelque 2.000 agents qu'il a sous ses ordres, Raymond Decugis n'a de cesse de prêcher l'obéissance au chef de la colonie.

À son ami Émile Hugot, chargé de la défense de la côte Ouest de l'île, il offre comme lieu d'hébergement la confortable gare maritime du Port. Il met aussi à la disposition de l'officier et de ses 25 hommes de troupe un autorail, dont le blindage est effectué dans les ateliers du CPR. On a de sérieuses raisons de penser que c'est Raymond Decugis qui a pris l'initiative de cadenasser les moteurs des deux vedettes du CPR et de couler dans le chenal du port de La Pointe des Galets une drague toute neuve et deux chalands, rendant impossible tout accès aux bassins portuaires. Voilà ce qu'il faut retenir de ce haut fonctionnaire qui, à 35 ans, trouva la mort au PR 15,5 km de la route de La Mon-

tagne «en se portant vers une batterie côtière qui tirait sur Le Léopard». Cet extrait de la citation qui accompagne la décoration de Raymond Decugis ne peut que susciter étonnement et indignation, lorsque l'on sait que le 3 novembre 1989, le lieutenant Hugot a accepté, à ma demande, de participer à une table-ronde tenue au Port et qu'à cette occasion, devant la presse, il a été catégorique : «Je n'ai pas tiré un seul coup de feu en direction du Léopard, le 28 novembre 1942».

Il faut savoir que les deux canons de la batterie commandée par Émile Hugot étaient de vieux canons de très faible portée et que, en raison de la puissance de feu du contre-torpilleur, il avait demandé à ses hommes d'abandonner la batterie et de le suivre jusqu'à la gare maritime, où ils se sont mis à l'abri.

Une pensée pour les résistants Réunionnais

S'agissant du résistant Léon de Lépervanche, je me contenterai de dire qu'il a terriblement souffert de la répression sous le régime de Vichy et que personne ne conteste le rôle décisif qu'il a joué en 1942 dans la libération de la ville du Port ainsi que celle de toute l'île.

En cette Journée du 27 Mai, nous nous devons de rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui à La Réunion se sont opposés aux pétainistes. Ainsi qu'à tous nos jeunes compatriotes qui, n'écouterant que leur courage, ont quitté leur famille et leur pays pour se rendre en Europe et se lancer dans la périlleuse aventure de la Résistance, qui mit fin à la barbarie nazie.

Eugène Rousse

La section PCR de Saint Andre se félicite de la réélection de Younous Omarjee

La Section de Saint-André du PCR salue la réélection de Younous Omarjee au Parlement Européen, juste sanction d'un mandat marqué par l'assiduité, le sérieux et l'efficacité du député sortant. Elle exprime sa satisfaction d'avoir participé, à sa modeste mesure, à ce résultat, Younous Omarjee arrivant en tête des candidats à Saint-André avec un peu plus de 26% des suffrages exprimés, et remercie les électrices et électeurs qui lui ont apporté, ce dimanche, leur soutien.

Toutefois, elle ne peut en ignorer le contexte local et national: d'une part, une abstention massive du corps électoral, en nette progression à La Réunion et à Saint-André en particulier;

d'autre part, la montée des voix portées sur le Front National, ici même à La Réunion, véritable offense à l'histoire tragique et au caractère multi-ethnique et multiculturel du peuple réunionnais, issu pour une bonne part de l'esclavage et de l'engagisme

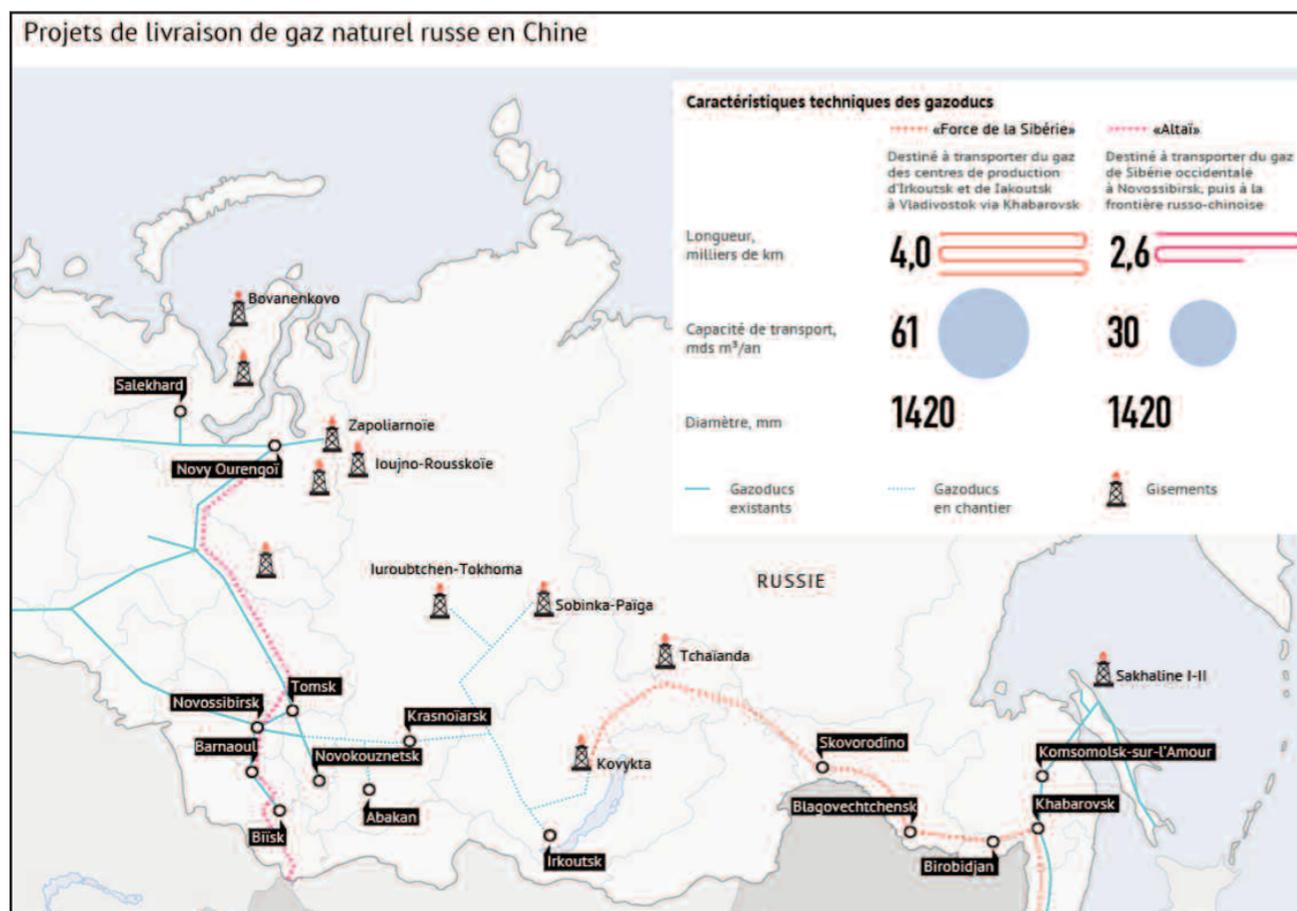
A la mesure de ses moyens, mais non sans une ferme résolution, la Section PCR de Saint-André fera tout pour participer et travailler à un sursaut citoyen et démocratique de la conscience politique réunionnaise, dans lequel elle souhaite voir le Parti Communiste Réunionnais prendre toute sa part.

Pour la Section, le Secrétaire, Jacky The Seng

Les effets du contrat de fourniture entre la Russie et la Chine

Vers une redistribution de toutes les cartes entre les exportateurs de gaz

Derrière la bataille pour le contrôle de l'Ukraine se cache aussi une lutte pour les matières premières. La signature d'un accord entre la Russie et la Chine remet-elle en cause l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe? Ce nouveau débouché suscite un débat exposé dans les colonnes de Ria Novostny:



Le président de Gazprom Alexeï Miller pense que l'Europe s'est inclinée face à l'Asie pour la place de principal marché d'écoulement de gaz naturel liquéfié (GNL) russe, écrit lundi le quotidien RBC Daily. L'Asie paie en effet plus cher pour acquérir cette matière première et les Européens devront s'ajuster s'ils veulent remplir leurs terminaux de GNL, à moitié vides.

Les experts pensent qu'Alexeï Miller tente simplement d'effrayer l'Europe. «La différence significative des tarifs gaziers entre l'Europe et les marchés asiatiques a conduit à des exportations conséquentes de gaz des terminaux européens vers le marché asiatique», a déclaré le président du conseil d'administration de Gazprom au Forum économique de Saint-Petersbourg.

Selon lui, cette tendance se maintiendra à long terme alors même qu'on constate en Europe une diminution de la production de gaz et une hausse des importations d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. «Les chiffres sont terrifiants – les terminaux de regazéification de GNL en Europe, d'une capacité de 100 millions de tonnes, ne sont actuellement remplis qu'à 22%, contre 90% en 2003», a déclaré Alexeï Miller. Selon ce dernier, la signature d'un contrat de 30 ans entre Gazprom et le chinois CNPC a marqué le début d'une «ère de concurrence pour le gaz

russe», ce qui aura à terme «un impact sur les tarifs gaziers sur le marché européen».

Les analystes interrogés par RBC Daily ne partagent pas le point de vue de Miller.

D'autres fournisseurs pour les Européens

«Les fournitures de gaz russe en Chine commenceront dans 3 ou 4 ans. D'ici là, l'Europe recevra du GNL américain. Les tarifs asiatiques sont un point de repère pour les USA mais le cours européen les satisfera également. Il faut également tenir compte du fait que le marché gazier américain perdra le Nigéria et l'Angola, qui pourront rediriger leurs fournitures vers l'Europe.

La Norvège et l'Algérie maintiendront leurs livraisons au même niveau sur le continent européen», estime Ulli Ulsen, expert à l'institut des études énergétiques d'Oxford.

Le marché asiatique est effectivement prioritaire aujourd'hui: le cours moyen du gaz y est largement supérieur à l'européen – 570 dollars les mille mètres cubes en 2013 contre 380 dollars en Europe. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le marché gazier asiatique est celui qui

connaît la plus forte croissance dans le monde. L'AIE s'attend à ce qu'il occupe la deuxième place en termes de consommation de gaz (plus de 790 milliards de mètres cubes par an) dès 2015.

L'Océanie va aussi exporter du gaz

Cependant, la concurrence croissante des exportateurs en Asie pourrait jouer en faveur des Européens. «Dans les 12 prochains mois l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée commenceront à approvisionner l'Asie, ce qui pourrait pousser le Qatar à rediriger une partie des fournitures gazières de l'Asie vers l'Europe», a déclaré Ulli Ulsen. De plus, en 2018 l'Europe pourrait commencer à recevoir du gaz d'Israël, et en 2020 de Chypre et d'Afrique de l'est.

Selon l'association Eurogas, 33% des fournitures de gaz totales en Europe en 2013 étaient d'origine européenne (une baisse de 1% en un an). La Russie est en tête des fournisseurs (27% des livraisons totales), suivie de la Norvège (23%) et de l'Algérie (8%). La part du GNL du Qatar parmi les sources européennes s'est réduite à 4% en 2013 contre 6% en 2012.

Otê!

Ki lé responsab, tou lo moun lé responsab!

Zot la vu konm moin, lo Fron nasyonal la ranport bann zéléksyon éropéèn an Frans! I fé koz tout formasyon politik; i ésay konprann ou fé konprann bann zodi-tèr téléspéktatèr koué la rivé; nana sak i di: «oué, sé lo gouvernman, li la fé mont in mékontantman zénéral, bann zéléktèr la vot in méfians, in défians kont tout roprézantan politik!»

Nana sak i akiz la droit; i di la droit minm la pa giny fé linité, an plis zot lé anbirlifikté dann zafèr la zistis ou sinon a moin pli kalifié ke ou po diriz l'UMP!? Bin voyon...

Lot i agard l'Ukraine, i di: «rogard laba, banna la konpri l'Erop sé in bon nafèr é minm lo sistèm démokراسi an Frans é an Erop sé in bon nafèr!»

Non, kouyon, la pa di a toué alé war sak i spas laba, rogard dovan ton port, ton propr premié minis i di: «nou lé an plas, nou la giny lo chok mé nou va rézisté; la fot la pa nou, nou nou travay po amélior somaz, lozman, rotrèt, inkièt pa, lès a nou nardrès la Frans!»

Oui, mé, ziskakan? Ti voi pa lopinion piblik i donn a toué ék ton prézidan mové sondaz?

Solman, si Marine Lepen i domann gouvernman démisioné, minm lo Prézidan, arroganz zéléksyon dépité!! Ou sa ni sava? Toultan nou pas déléksyon an éléksyon!

Kan sa i travay po rotrous nout mans somiz, transpir in pé po armont lékonomi la; la poin dot moyin: par lo travay, nou var giny rosours, nou var rotrouv la kroisans, la konfians nout konpatriot, lo kou-raz, lespoir!

A ki la fot? A nout tout la fot; alon fé linité ladsì.

Ki lé responsab, nout tout, nou lé responsab!

Justin